



L'Institut Français pour la Performance du Bâtiment est une alliance d'acteurs économiques qui s'attachent à mettre en œuvre, grâce à la connaissance opérationnelle, les moyens d'une transition énergétique et environnementale ambitieuse et efficace pour l'immobilier et la construction compatible avec le marché.

Contact :

Christophe Rodriguez  
Directeur de l'IFPEB  
Mob. 06 60 72 16 58

@

## Le point de vue de l'IFPEB sur les documents de planification énergie climat soumis à la concertation

### EN BREF

Conformément au paquet européen **Fit for 55**, la France réhausse ici l'objectif national à hauteur de 50% d'économies de gaz à effet de serre en 2030 contre un précédent objectif à hauteur de 40% par rapport à 1990. Nous notons que **le bâtiment est le secteur qui porte la plus forte réhausse de son objectif** de décarbonation : une réhausse d'environ 12% de l'objectif soit 62% d'économies de gaz à effet de serre en moins en 2030. C'est en effet le secteur qui a probablement le plus de clés pour accélérer son rythme de décarbonation.

	SNBC2		SNBC3		Evolution de l'effort entre SNBC2 et SNBC3	
	Emissions GES en 2030	par rapport à 1990	Emissions GES en 2030	par rapport à 1990		
Transports	99 MtCO2	-18,9%	90 MtCO2	-26,8%	-9 MtCO2	-8,0%
Bâtiment	45 MtCO2	-50,5%	35 MtCO2	-62,4%	-10 MtCO2	-11,8%
Agriculture	73 MtCO2	-22,3%	67 MtCO2	-24,7%	-6 MtCO2	-2,4%
Industrie	53 MtCO2	-63,2%	45 MtCO2	-67,9%	-8 MtCO2	-4,7%
Energie	31 MtCO2	-60,3%	27 MtCO2	-65,8%	-4 MtCO2	-5,6%
Déchets	11 MtCO2	-35,3%	7 MtCO2	-53,3%	-4 MtCO2	-18,0%

Evolution entre SNBC2 et SNBC3

Le gouvernement a lancé une consultation publique, l'IFPEB a souhaité mettre en lumière les leviers pour accélérer la décarbonation du secteur du bâtiment.

Notre objectif : partager un avis sur le réalisme des mesures et suggérer des orientations ambitieuses s'appuyant sur un pragmatisme opérationnel avec deux axes au cœur de nos recommandations :

1. **Résidentiel** : créer en priorité une dynamique de marché avec 100 000 rénovations d'ampleur /an sans aucun reste à charge pour des ménages en situation de précarité énergétique,
2. **Tertiaire** : montrer l'exemple avec une interdiction du fioul dès 2030 et un dispositif éco énergie tertiaire ambitieux mais pragmatique.

## Cinq ans pour accélérer la décarbonation du secteur du bâtiment

### Notre avis en synthèse

Sortie du fioul : les hypothèses de la SNBC semblent réalistes

Sortie du gaz fossile et rénovation du bâti : les hypothèses de la SNBC sont trop optimistes, elles appellent la prise en compte d'ajustements de la politique publique et la mise en œuvre de dispositifs de soutien à la hauteur des ambitions.

### Nos recommandations

#### Energie fossile, trois mesures phares pour accélérer

Nous recommandons trois mesures phares :

- a) Stopper toute subvention au chauffage 100% fossile
- b) Tertiaire :
  - Interdiction du fioul horizon 2030
  - Introduction d'une cible carbone (Ic énergie) dans la notation éco énergie tertiaire

#### Rénovation du parc, deux mesures phares pour concilier atténuation et adaptation

- a) Faire évoluer la **RT globale** pour imposer dans les rénovations lourdes (supérieure à 1 000 m<sup>2</sup> et investissement supérieur à 25% du coût du bâtiment) l'obligation de considérer la sortie des fossiles et la prise en compte du confort d'été avec des scénarios météorologiques compatibles 4°C.
- b) Créer un « réflexe adaptation ». Pour ce faire, le DPE pourrait à terme intégrer une notation simplifiée de la résilience du bien face au changement climatique.

#### MaPrimeRénov : mesure phare pour créer une dynamique de marché en priorisant les situations de précarité

L'IFPEB considère que la priorité 2025 sera d'avoir la certitude de faire monter en puissance les rénovations d'ampleur pour créer une **dynamique d'entraînement de marché**. Nous recommandons en 2025 pour les ménages en situation de précarité énergétique que le soutien MPR couvre l'intégralité des coûts de travaux avec aucun reste à charge. La couverture de l'ensemble des coûts impliquera une garantie de résultat énergétique. Pour un budget global de 4 milliards d'euros, 100 000 rénovations d'ampleur pourraient être envisagées dès l'année prochaine.

#### Flexibilité électrique : deux mesures phares pour flexibiliser les appels de puissance électrique du tertiaire

Le secteur tertiaire peut jouer un rôle clé dans notre futur énergétique, encore faut-il créer des

incitations de marché et/ou obligation en amont des compteurs (marché de l'énergie) et en aval (construction et immobilier). Cela implique les mesures :

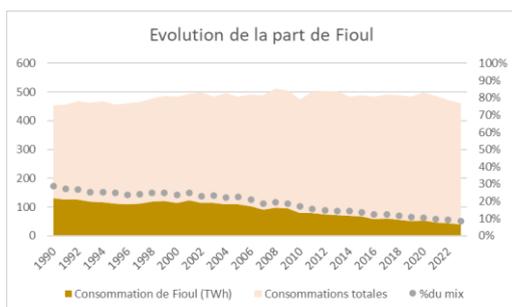
- a) Objectiver 100 000 GTB (BACS) en 2030 dans la PPE majoritairement flexibles.
- b) Scoring Goflex : le GIMELEC et l'IFPEB associés à la FNCCR et RTE ont développé un scoring pour évaluer le potentiel de flexibilité d'un bâtiment tertiaire. Nos recommandations :
  - Parc existant : renseigner l'évaluation du potentiel de flexibilité électrique dans la plateforme OPERAT.
  - Neuf et rénovations lourdes : imposer l'évaluation GOFLEX et la mise en œuvre de GTB Flex Ready
- c) En cas de signal Ecowatt rouge, imposer aux gros consommateurs flexibles de diminuer leurs consommations de 20% sur les plages critiques.

## Secteur résidentiel

### Sortie du fioul

Les orientations de la SNBC semblent crédibles.

Le bilan énergétique national donne une **tendance positive** : on constate une diminution constante du fioul depuis 1990. En 2022, la consommation nationale liée au résidentiel est de -70% par rapport à 1990. Le fioul constitue 8%



du mix énergétique du résidentiel en 2022.

### Evolution de la consommation de fioul dans le résidentiel depuis 1990

Source : SDES, Chiffres clés de l'énergie, 2024

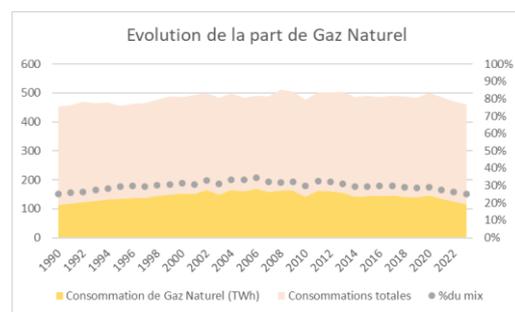
### Le coût et les dispositifs de soutien expliquent la tendance :

1. Le fioul reste très cher pour les ménages
2. Les dispositifs de soutien sont nombreux :
  - Coup de pouce CEE chauffage
  - MaPrimeRénov' pour les résidences principales
  - TVA réduite 5,5%
  - EcoPTZ

### Sortie du gaz fossile

Les orientations de la SNBC ne semblent pas crédibles.

Le bilan énergétique national donne une **tendance stable** : on observe une consommation de gaz naturel quasi constante depuis 1990 cela étant dû à l'énergie de substitution dans la sortie du charbon et du fioul. Le gaz naturel constitue 25% du mix énergétique résidentiel en 2022. On constate néanmoins une tendance baissière depuis 2020 mais qui est probablement liée à la crise énergétique donc difficile d'en tirer une tendance de fond.



### Evolution de la consommation de gaz naturel dans le résidentiel depuis 1990

Source : SDES, Chiffres clés de l'énergie, 2024

### Les dispositifs d'encouragement restent limités

Contrairement au fioul, le gaz naturel présente des qualités aux yeux des Français : facture énergétique plus faible, chaudière compacte et facile à maintenir. **Les dispositifs de soutiens ne semblent pas cohérents avec les trajectoires proposées par la SNBC3.**

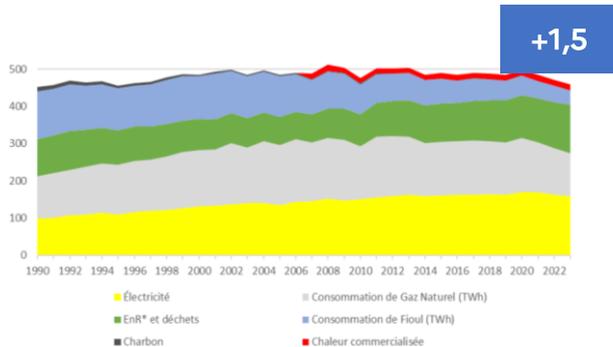
Par ailleurs, un ralentissement du coup de pouce chauffage (13 000 devis par mois en 2023, 6 000 en 2024<sup>1</sup>) probablement lié à la hausse du prix de l'électricité est observé.

Notons néanmoins la proposition de suppression de la TVA réduite pour les chaudières au gaz naturel (transposition de la directive européenne pour la performance énergétique des bâtiments).

### Rénovation du bâti

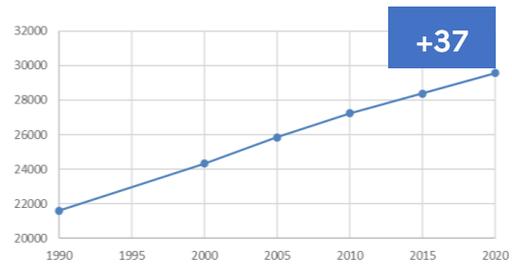
**Les orientations de la SNBC ne semblent pas crédibles**

**Le bilan énergétique national donne une tendance stable :** depuis 1990, la consommation d'énergie totale est quasi constante. **La rénovation du parc ne parvient pas à compenser l'augmentation de sa taille.**



Evolutions des consommations d'énergie du résidentiel depuis 1990

Source : SDES, Chiffres clés de l'énergie, 2024

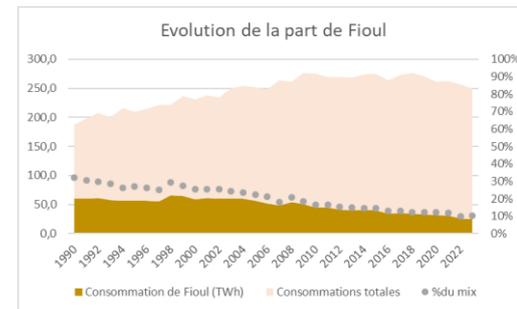


Evolution du nombre de résidences principales depuis 1990

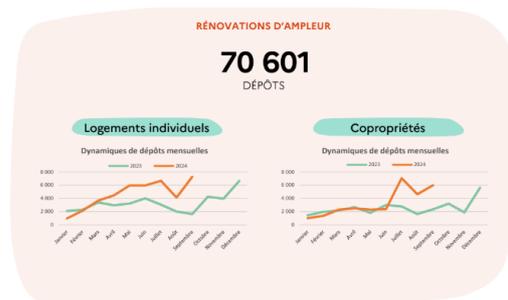
Source : CEREN, 2020

### Observons les tendances :

- Au 3<sup>ème</sup> trimestre 2024, le bilan MaPrimeRénov' est le suivant :



- 1,85 Milliards d'euros d'aides accordés sur les 4 milliards de budget soit 46% du budget
- 230 995 logements rénovés dont
  - 188 250 gestes pour 728 M€ d'aides
  - Seulement 42 745 rénovations d'ampleur / 1,1 Milliard d'aide



Evolutions des rénovations d'ampleur entre 2023 et 2024

Source : ANAH, MaPrimeRénov' bilan 3<sup>ème</sup> trimestre 2024

Par ailleurs, voici les évolutions de MaPrimeRénov' depuis le 15 mai 2024 :

<sup>1</sup> Source : MTE

- Le parcours par geste est ouvert aux passoires (pas d'obligation de fournir un DPE)
- Pas d'obligation de basculer sur vecteur décarboné

## Secteur tertiaire

### Sortie du fioul

#### Les orientations de la SNBC semblent crédibles

**Le bilan énergétique national donne une tendance positive :** On observe une diminution constante du fioul depuis 1990. En 2023, la consommation nationale liée au tertiaire est de 25,4 TWh soit -57% par rapport à 1990. Le fioul constitue 10% du mix énergétique du tertiaire en 2023.

Evolution de la consommation de fioul dans le tertiaire depuis 1990

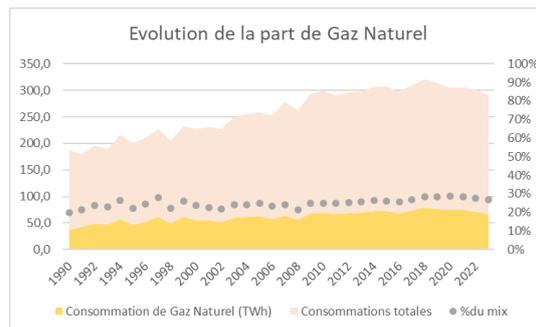
Source : SDES, Chiffres clés de l'énergie, 2024

L'IFPEB considère que le secteur tertiaire est suffisamment mature pour envisager l'interdiction du fioul à l'horizon 2030.

### Sortie du gaz fossile

#### Les orientations de la SNBC ne semblent pas crédibles.

**Le bilan énergétique national donne une tendance stable :** on constate une consommation de gaz naturel quasi constante depuis 1990 résultant d'une énergie de substitution dans la sortie du charbon et du fioul. Le gaz naturel constitue 27% du mix énergétique tertiaire en 2023. Néanmoins, depuis 2020, une tendance baissière est observée probablement liée à la crise énergétique donc difficile d'en tirer une tendance de fond.



Evolution de la consommation de gaz naturel dans le tertiaire depuis 1990

Source : SDES, Chiffres clés de l'énergie, 2024

### Un enjeu de cohérence entre la SNBC et la politique publique

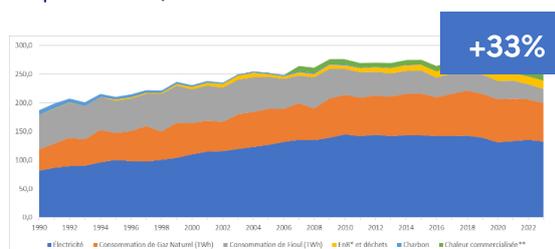
Aucun dispositif de soutien ne favorise la sortie du gaz fossile de façon explicite. De manière plus générale, le dispositif éco énergie tertiaire, colonne vertébrale de la politique publique sur le tertiaire, ne prévoit aucune mesure incitant à la sortie des fossiles.

### Rénovation du bâti

#### Les orientations de la SNBC ne semblent pas crédibles

**Le bilan énergétique national donne une tendance stable :** Depuis 1990, la consommation d'énergie totale a augmenté de 33%. Or, en 2010, la consommation du secteur a néanmoins baissé de seulement 10%.

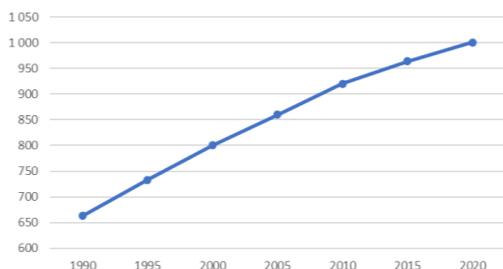
**La rénovation du parc ne parvient pas à compenser l'augmentation de sa taille.** Notons que les bureaux ont connu la plus grande croissance (+ 104 millions de m<sup>2</sup> de bureaux depuis 1990)



Evolutions des consommations d'énergie tertiaire depuis 1990 (TWh)

Source : SDES, Chiffres clés de l'énergie, 2024

+51%



Evolution de la surface tertiaire depuis 1990

Source : CEREN, 2020

### Le Dispositif éco énergie tertiaire peine encore à se déployer

- Aucune communication nationale n'a été faite sur le DEET, il est probable que de nombreux acteurs (TPE/PME) ignorent l'existence même des objectifs fixés,
- En cas de non-respect du DEET, l'amende est très faible (7 500€).

l'avons par ailleurs vu, l'artificialisation des sols implique par ailleurs des libérations de stocks de carbone ce qui nuit à nos objectifs de puits.

**La réussite de la SNBC passera donc par la réussite de l'objectif ZAN.**

La réussite de l'ambition de la politique publique passera par des arbitrages cruciaux qui devront se nourrir de la réalité du terrain : **comment créer les conditions du passage à l'action en s'appuyant sur des solutions réalistes, des incitations voire obligations.** C'est tout l'objet des recommandations formulées par l'IFPEB.

Pour aller plus loin : [découvrez nos recommandations détaillées en cliquant ici.](#)

## Conclusion

Prenons un peu de recul.

### Baisser la consommation d'énergie, seul le signal prix fonctionne ?

Depuis le premier choc pétrolier, nous n'arrivons toujours pas à baisser notre consommation d'énergie. Le secteur du bâtiment, qui représente 46% des consommations d'énergie nationale, peine à ne serait-ce que maîtriser sa consommation globale (+11% depuis 1990).

**Il est urgent de créer une dynamique de marché en priorisant :**

- Un tertiaire et un état exemplaire
- Un résidentiel qui priorise les situations de précarité

### Comment réussir la SNBC sans réussir ZAN ?

Depuis 1990, le parc immobilier est en forte croissance. Comment envisager une baisse de la consommation d'énergie alors même que le parc global croît de façon significative ? Nous